Affiché le = 3 DEC. 2018

ID: 082-228200010-20181113-CP2018\_11\_27-DE

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE TARN-E L'ORIGINALINE

# EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE

#### Séance du 13 novembre 2018

CP2018\_11\_27 id. 4182

L'an deux mille dix huit, le treize novembre , les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Christian ASTRUC, Président du Conseil Départemental.

#### Présents:

M. ALBUGUES, M. ASTRUC, M. BEQ, Mme DEBIAIS, M. DEPRINCE, Mme FERRERO, M. HEBRARD, Mme JALAISE, Mme LE CORRE, M. MARDEGAN, Mme MAURIEGE, Mme NEGRE, Mme SARDEING-RODRIGUEZ, M. WEILL

### Absent(s) représenté(s) :

M. BESIERS (pouvoir à Mme MAURIEGE), Mme CABOS (pouvoir à Mme DEBIAIS), M. DESCAZEAUX (pouvoir à Mme SARDEING-RODRIGUEZ), M. HENRYOT (pouvoir à Mme JALAISE), Mme RIOLS (pouvoir à M. HEBRARD)

Nombre de membres de la Commission Permanente : 19 Quorum :10

Le quorum légal étant atteint, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

# RÉSILIATION DU MARCHÉ N°116-18 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE

Une consultation en trois lots a été lancée pour l'entretien et la maintenance des systèmes de sécurité incendie de l'ensemble des bâtiments de l'administration départementale.

Le lot n°3 de cette consultation, relatif à la création et mise à jour des plans d'évacuation a été attribué par la commission d'appel d'offres du 26 avril 2018 à la société Eurofeu ; le marché n° 116-18 lui a été notifié le 20 juillet 2018.

Envoyé en préfecture le 29/11/2018

Reçu en préfecture le 29/11/2018

Affiché le **3 DEC. 2016**ID : 082-228200010-20181113-CP2018\_11\_27-DE

Par courrier en date du 3 août 2018, la société Eurofeu a demandé la résiliation de son marché en raison de difficultés d'organisation interne qui seraient à l'origine d'erreurs dans la formulation de leur offre.

Ces erreurs portent notamment sur la partie financière de l'offre qui conduiraient l'entreprise à travailler à perte, ce qui est notamment prohibé par l'article L420-5 du code de commerce.

Ainsi, maintenir un lien contractuel dans ces conditions mettrait d'une part l'entreprise en difficultés et d'autre part contreviendrait gravement à la législation en vigueur en matière commerciale.

Cet élément constitue un motif d'intérêt général ouvrant droit à résiliation du marché conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

# DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du conseil départemental du 28 avril 2015 portant délégation d'attributions à la commission permanente,

Après en avoir délibéré,

### <u>LA COMMISSION PERMANENTE</u>:

 Autorise Monsieur le Président, conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services, à résilier le marché n°116-18 notifié « entretien et maintenance des systèmes de sécurité incendie » avec la société Eurofeu le 20 juillet 2018,

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

Christian ASTRUC